



LOBBY EUROPEEN DES FEMMES EUROPEAN WOMEN'S LOBBY

N°02 - 2008

Brèves du LEF
Février 2008

Éditorial

Le Forum de Vienne sur la traite des êtres humains reste sourd aux voix des victimes de la traite

Le LEF a participé au Forum de Vienne contre la traite des êtres humains, qui s'est déroulé du 13 au 15 février 2008, dans le cadre de l'initiative mondiale de l'ONU pour combattre la traite des êtres humains (UN.GIFT). L'UN.GIFT vise à conjuguer les forces et à coordonner la lutte mondiale contre la traite des êtres humains, sur la base des accords internationaux conclus aux Nations unies. À cette date, plus de 110 pays ont signé le Protocole des Nations unies visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes. Le Forum de Vienne a réuni plus de 1000 délégué-e-s de gouvernements, d'organisations internationales, du secteur privé et de quelques ONG pour définir des stratégies de lutte contre la traite et faciliter l'échange de bonnes pratiques au niveau mondial.

À cette occasion, le LEF a publié une **déclaration commune** avec la Coalition contre la traite des femmes (CATW) et Equality Now, dans laquelle nous faisons part de notre inquiétude : en effet, le Forum n'abordera pas la question des causes et des dimensions spécifiques de la traite des personnes dans un but d'exploitation sexuelle, ni de l'industrie commerciale du sexe et de sa dépendance par rapport à la traite des êtres humains. Partout dans le monde, les organisations de femmes locales ont été à la pointe de la lutte contre la traite avec très peu de soutien financier. Bien que des rapports estiment à 4 millions de dollars le coût du Forum de Vienne, les victimes de la traite à des fins d'exploitation sexuelle et les groupes qui travaillent sur le terrain pour soutenir et sauver les victimes, tels que le **Projet pilote Nordique-Baltique**, n'ont pas fait l'objet d'une grande attention pendant le forum.

Pour combattre la traite des femmes, la déclaration commune préconise que les gouvernements et l'ONU s'attaquent au problème de la discrimination femmes-hommes, mettent en place et financent correctement des mesures permettant d'améliorer les conditions socio-économiques, politiques et juridiques des femmes et des petites filles. En outre, les États doivent faire montre de la volonté politique de développer des outils efficaces pour poursuivre les trafiquants, protéger les victimes de la traite et remédier de façon radicale au problème de la demande de femmes et d'enfants dans un but d'exploitation sexuelle. Comme le stipule le Protocole de Palerme, les gouvernements sont obligés d'adopter ou de renforcer les mesures législatives et autres afin de décourager la demande, qui alimente toutes les formes d'exploitation des personnes, en particulier des femmes et des enfants, et est à l'origine de la traite. Dans notre déclaration, nous soulignons également que la criminalisation de la demande de prostitution, comme on l'a fait en Suède, en Corée du Sud et au Népal, est le remède le plus efficace contre ce fléau. Pour en savoir plus, contactez centre-violence@womenlobby.org

EWL- LEF, 18 rue Hydraulique, B-1210 Bruxelles
Tel. +32 2 217 90 20 – Fax: +32 2 219 84 51 - e-mail: ewl@womenlobby.org
Website: <http://www.womenlobby.org>

Table des matières

[Nouvelles du LEF](#)

[Représentation du LEF](#)

[Représentation du LEF au sein de la société civile](#)

[Actualités européennes et internationales en bref](#)

[Nouvelles du Parlement européen](#)

[Violence envers les femmes et droits humains des femmes, quoi de neuf?](#)

[Événements](#)

[Publications - Sites Internet](#)

[Financement, formation, appel à documents](#)

Nouvelles du LEF

Participation du LEF à la Commission de la condition de la femme de l'ONU, 2008 -

Une délégation du LEF participera à la session 2008 de la Commission de la condition de la femme de l'ONU (CSW). Au programme cette année : **Thème principal** : Le financement de l'égalité femmes-hommes et de l'autonomisation des femmes ; **Thème de révision** : La participation des femmes à la prévention, à la gestion et à la résolution des conflits, ainsi qu'à l'édification de la paix après un conflit ; **Thème émergent** : Les perspectives de genre et le changement climatique. Le LEF organisera un événement parallèle le 28.02.08 (13h30 – 15h, Church Center, ONU) sur « Le financement des droits des femmes, une perspective européenne », mènera un travail politique sur les conclusions de la CSW et fera le lien avec les responsables européens et des ONG. Cliquez [ici](#) pour en savoir plus.

Action du LEF en faveur des droits sexuels des femmes en Lituanie – En Lituanie, une proposition de loi anti-avortement, déposée par des député-e-s conservateur-ric-e-s, menace l'accès des femmes à l'IVG. Elle doit être discutée et votée lors de la session parlementaire de printemps. L'adoption de cette proposition représenterait un sérieux recul pour le pays et pour les droits des femmes, et placerait la Lituanie aux côtés des trois autres pays d'Europe (Irlande, Malte, Pologne) ayant la législation la plus restrictive en matière d'avortement. Le mouvement lituanien des femmes a protesté contre cette menace pour les droits sexuels des femmes et demande qu'on le soutienne. Le LEF a écrit au gouvernement lituanien et encourage les organisations de femmes à faire de même. Infos :

http://www.womenlobby.org/site/1abstract.asp?DocID=2102&v1ID=&RevID=&namePage=&pageParent=&DocID_sousmenu=

Karen Serres, membre du CA du LEF (COPA) préside le **groupe de travail du Comité consultatif sur l'égalité des chances pour les femmes et les hommes sur la révision de la directive 86/613** relative à l'application du principe de l'égalité de traitement entre hommes et femmes exerçant une activité indépendante, y compris une activité agricole, ainsi que sur la protection de la maternité. Ce texte n'a plus été modifié depuis 1986. Le principal problème consiste à faire en sorte de garantir une protection sociale obligatoire dans chaque État membre et que chaque partenaire dans le cadre d'une activité partagée (secteur indépendant/agriculture) possède un statut juridique et des responsabilités communes. Il s'agit d'un point crucial pour les femmes, qui ne bénéficient d'aucune protection alors qu'elles jouent un rôle déterminant dans la viabilité des entreprises indépendantes. Elles n'ont aucun statut juridique et ne jouissent que d'une protection sociale limitée (congé de maternité, droits à la pension, indemnités en cas de maladie, etc.) s'il y a divorce, séparation ou mort du/de la partenaire. Le LEF a participé aux travaux du groupe de réflexion. Le Comité consultatif doit remettre ses commentaires sur les propositions du groupe de travail en mars.

Représentation du LEF

- Cécile Gréboval, Directrice des politiques du LEF, représentait le LEF à une réunion des régions françaises sur l'égalité des chances à Amiens (France), le 12.02.08.
- Rada Boric, chargée des politiques du LEF, a participé à la Conférence régionale sur la réforme légale en matière de violence domestique qu'organisait la Fondation bulgare pour la recherche sur le genre et le Minnesota Advocates for Human Rights and Governance Programme du 12 au 14.02.08 à Sofia.
- Thérèse Murphy, membre de l'exécutif du LEF, a représenté le LEF lors de la conférence sur la gestion des changements démographiques en Europe, organisée par le Verts/ALE au Parlement européen, le 14.02.08 à Bruxelles.
- Colette De Troy, Directrice du Centre du LEF pour une politique contre la violence, et Marlene Parezan, membre du CA, ont participé au Forum de Vienne sur la traite, du 13 au 15.02.08.
- Kirsti Kolthoff a représenté le LEF à la conférence « Life Quality and Competitiveness » à Madrid, le 21. 02.08.
- La délégation du LEF à l'édition 2008 de la Commission de la condition de la femme de l'ONU (25.02 – 7.03.08) sera composée de : Martine Lévy (chef de délégation pour la 1^{ère} semaine), Iluta Lace, Kirsti Kolthoff (chef de délégation pour la 2^{de} semaine), Mojca Kleva et Cécile Gréboval.

[Back to Table of Contents](#)

Représentation du LEF au sein de la société civile

Plate-forme des ONG européennes du secteur social – Le LEF est membre de la Plate-forme des ONG européennes du secteur social. Actuellement, trois groupes de travail coexistent au sein de la Plate-forme : politique sociale, droits fondamentaux et services d'intérêt général. Le 11 février, le LEF a assisté à la réunion de la Plate-forme sur les questions d'articulation vie privée /professionnelle. Le groupe de travail droits fondamentaux et anti-discrimination de la Plate-forme s'est quant à lui réuni le 26 février. Kirsti Kolthoff faisait partie de la délégation de la Plate-forme à la réunion informelle de la Troïka et des ministres de l'Emploi sur la flexicurité en Slovénie, fin janvier, pour discuter des aspects en rapport avec l'égalité femmes-hommes dans le contexte de la flexicurité, des jeunes et des travailleur-se-s âgé-e-s, pour laquelle nous avons préparé un document.

Groupe sur la discrimination multiple – L'objectif de ce groupe de travail est de promouvoir des réponses efficaces à la discrimination multiple, que ce soit au niveau européen ou au niveau national.

Groupe de contact de la société civile de l'UE – Le LEF est membre du Groupe de contact de la société civile, qui réunit sept grands secteurs d'ONG défendant les mêmes droits et les mêmes valeurs : environnement, social, développement, femmes, culture, droits humains et santé publique.

Groupe de liaison du CESE avec la société civile organisée – Le LEF fait partie du Groupe de liaison du Comité économique et social européen (CESE).

Le LEF est également membre de la **Plate-forme des ONG sur l'asile et la politique de migration**, créé par le HCR de l'ONU pour discuter et échanger des informations quant au développement des politiques et de la législation en matière d'immigration au niveau européen. Le LEF a pris part à la réunion du sous-groupe de la Plate-forme le 5 février.

[Back to Table of Contents](#)

Actualités européennes et internationales en bref

Réunion informelle de la Troïka et des ministres de l'Emploi sur la flexicurité – Elle a eu lieu en Slovénie fin janvier, pour discuter de questions en rapport avec l'égalité femmes-hommes dans le contexte de la flexicurité, des jeunes et des travailleur-se-s âgé-e-s. Les discussions ont donné lieu à douze séries de conclusions, dont l'engagement à la poursuite de l'égalité femmes-hommes dans tous les segments du marché du travail et la législation du travail, l'élimination du différentiel de salaire entre les femmes et les hommes dans le contexte de la stratégie de Lisbonne, la conciliation entre vie professionnelle, vie familiale et vie privée, et le renforcement de la solidarité intergénérationnelle afin d'assurer une approche de la flexicurité basée sur le cycle de vie. Plus d'infos : http://www.mddsz.gov.si/en/eu2008_mddsz/dogodki/ns_zaposlovanje_sociala/

La Cour européenne des droits humains statue sur une violation des droits dans un cas d'adoption par des lesbiennes – La Cour européenne des droits humains (la Cour) a rendu un jugement dans une affaire opposant **E.B. à la France** et concernant l'adoption par une femme homosexuelle en France, où il est possible pour les célibataires de se porter candidat-e-s à l'adoption. La femme a demandé l'autorisation d'adopter, ce qui lui a été refusé sur le motif de l'absence de référent paternel et de l'ambivalence manifestée par la partenaire de la candidate par rapport à cette adoption. L'orientation sexuelle de la candidate était au centre des discussions et présente à chaque stade de la procédure, ce qui a eu un impact sur l'évaluation de sa candidature. La Cour a considéré que cette femme avait souffert d'une différence de traitement injustifiable, étant donné que les autorités nationales ont fait une distinction inacceptable sur la base de son orientation sexuelle, ce qui revient à une violation de l'art.8 (droit à la vie privée), ainsi que de l'art.14 qui interdit la discrimination. Vous trouverez tous les détails sur cette affaire sur le [site Internet](#) de la Cour européenne des droits humains.

Le 23 janvier 2008, la Commission européenne a adopté son rapport sur l'égalité entre les femmes et les hommes 2008. Les femmes sont les principales instigatrices de la croissance de l'emploi en Europe, et pourtant, elles restent défavorisées sur le marché du travail par rapport aux hommes, indique le rapport. Mieux formées, les femmes sont encore moins bien payées que les hommes et moins nombreuses sur le marché du travail. Le rapport 2008 sur l'égalité entre les femmes et les hommes sera transmis aux leaders européen-ne-s au Sommet de printemps, les 8-9 mars.

Rapport de la Commission européenne sur les femmes et les hommes dans la prise de décision en 2007 : tendances et analyse de la situation – Ce rapport présente une évaluation de la situation actuelle des femmes et des hommes dans la prise de décision en Europe et l'évolution de la situation au cours des dernières années.

Rapport de la Commission européenne sur le gender mainstreaming dans les politiques de l'emploi – Le rapport sur l'intégration de la dimension de genre dans les politiques de l'emploi, préparé par le Groupe d'expert-e-s sur le genre, l'inclusion sociale et l'emploi (GEGISE), analyse en détail comment le gender mainstreaming est mis en œuvre dans les politiques de l'emploi de 30 pays européens (les 27 de l'UE et les pays de l'AELE-EEE). Il

présente en outre des exemples concrets de gender mainstreaming mis en œuvre ces dernières années dans les pays concernés. Pour télécharger le rapport, cliquez [ici](#).

Margot Wallström en a assez du « règne des vieux hommes » au sein de l'UE – La commissaire européenne chargée des communications, Margot Wallström, a déclaré qu'elle en avait assez du « règne des vieux hommes » dans les couloirs de Bruxelles déclarant que l'opinion publique européenne ne prendra pas à la légère les intrigues en coulisses des gros bonnets de l'UE. Cliquez [ici](#) pour en savoir plus.

Selon le médiateur européen, les ONG pouvaient aider l'UE à faire un meilleur travail – Le médiateur européen, P. Nikiforos Diamandouros, a mis en avant l'importance des organisations non gouvernementales (ONG) pour pointer du doigt les éventuels exemples de mauvaise administration au sein des institutions européennes. Plus d'infos [ici](#).

Le 30 janvier, le **Conseil de l'Europe** a adopté la recommandation **relative à l'inclusion des différences liées au genre dans la politique de la santé**. Cliquez [ici](#) pour lire le texte adopté.

Le droit à la prévention, au traitement, aux soins et au soutien pour les migrant-e-s et les personnes de minorité ethnique atteintes du VIH/sida en Europe – En juin 2007, une conférence sur les droits à la prévention, au traitement, aux soins et au soutien pour les migrant-e-s et les personnes de minorité ethnique « La perspective de la Communauté » s'est tenue à Lisbonne. Les [recommandations](#) adoptées sont censées répercuter les différentes voix des communautés migrantes. C'est une occasion supplémentaire de mettre en évidence les liens importants entre le VIH/DSDH et la migration ainsi que la nécessité d'adopter une approche intégrée dans le cadre de toute stratégie nationale contre le VIH. Les recommandations seront présentées lors de la Conférence internationale sur le sida à Mexico ainsi que de la Conférence sur le sida dans les pays d'Europe de l'Est et d'Asie centrale, qui se déroulera à Moscou en 2008. Cliquez [ici](#) pour en savoir plus.

Les femmes agissent en faveur d'une paix soutenable et de l'égalité femmes-hommes en Afrique – L'UN-INSTRAW (l'Institut internationale de recherche et de formation de l'ONU pour la promotion des femmes) a participé au dialogue de haut niveau sur la mise en œuvre à l'échelle nationale de la RCS 1325 de l'ONU en Afrique, en février 2008 à Addis Abeba (Éthiopie). L'Institut a lancé deux nouveaux projets en Afrique, dans le but de soutenir la mise en œuvre de la [résolution 1325 de l'ONU](#), en demandant la participation complète et égale des femmes à toutes les initiatives de paix et de sécurité, de même que l'intégration des questions de genre dans le contexte des conflits armés, du maintien de la paix et de la reconstruction après un conflit. Cliquez [ici](#) pour les détails.

[Back to Table of Contents](#)

Nouvelles du Parlement européen

Rapport sur les femmes en prison adopté par la commission des droits de la femme et de l'égalité des genres du PE– Le rapport sur la situation des femmes en prison et l'impact de l'incarcération des parents sur la vie sociale et familiale, rédigé par Marie Panayotopoulos-Cassiotou (PPE-DE) a été adopté le 28 janvier. Il attire l'attention sur le fait que les prisons ignorent encore les problèmes spécifiques que rencontrent les femmes en milieu carcéral. Le rapport sera voté en plénière à Strasbourg au mois de mars. Cliquez [ici](#) pour le lire.

La commission des libertés civiles soutient Morten Kjaerum pour le poste de directeur de l'Agence des droits fondamentaux (ADF) – Les MPE réuni-e-s dans le cadre de la

commission des libertés civiles ont choisi le Danois Morten Kjaerum comme candidat à la direction de l'Agence européenne des droits fondamentaux, le 11 février, après une audition publique des deux candidats sélectionnés par la Commission, l'autre étant Dario Carminati. Le choix final sera arrêté par le comité de gestion de l'agence. Le Conseil de l'UE organisait des auditions semblables des deux candidats l'après-midi du même jour. Le comité de gestion prendra la décision finale en tenant compte de l'avis du Parlement et du Conseil. Cliquez [ici](#) pour en savoir plus.

La **conférence de l'ALDE, « Stop au tourisme sexuel et à l'exploitation sexuelle des enfants »** s'est déroulée au Parlement européen le 13 février. L'objectif était d'explorer comment l'UE pouvait contribuer à mettre fin au tourisme sexuel et à l'exploitation sexuelle des enfants en Europe et ailleurs. Pour en savoir plus, contactez [Isabella Marzullo](#).

[Back to Table of Contents](#)

[Violence envers les femmes et droits humains des femmes, quoi de neuf ?](#)

Les médecins demandent une tolérance zéro envers les mutilations génitales féminines dans le monde – L'Association médicale mondiale a fait part de sa grande inquiétude face à la demande croissante de mutilations génitales féminines pratiquées par des médecins. Cliquez [ici](#). Le 6 février était la date de la Journée internationale contre les mutilations féminines.

L'experte de l'ONU chargée de la violence envers les femmes en visite en Arabie saoudite – La Prof. Yakin Ertürk, Rapporteuse spéciale de l'ONU sur la violence envers les femmes, se rendra en visite officielle en Arabie saoudite du 4 au 13 février 2008, sur invitation du gouvernement de ce pays. À cette occasion, elle rencontrera les délégué-e-s du gouvernement, les représentant-e-s de la société civile, les responsables de l'ONU et des personnes victimes de la violence envers les femmes. Cliquez [ici](#) pour en savoir plus sur cette visite.

Gender Matters - A manual on addressing gender-based violence affecting young people – Un manuel destiné à aider les éducateur-ice-s et les leaders de jeunesse à travailler sur les questions de genre et la violence basée sur le genre avec les jeunes. La publication réunit des informations théoriques, des méthodes et des ressources pour l'éducation et la formation, de même que des exercices concrets que les utilisateur-ice-s pourront mettre en pratique dans leur travail quotidien. Infos : cliquez [ici](#).

A deafening silence. Hidden violence against women and children par Patrizia Romito. Une analyse de la violence masculine envers les femmes et les enfants, ainsi que des mécanismes que la société développe pour l'occulter. Des détails [ici](#).

Rapport mondial 2008 de Human Rights Watch - Human Rights Watch enquête sur la situation des droits humains dans plus de 75 pays. Cette organisation a identifié nombre de situations dans lesquelles les droits humains ne sont pas respectés et qui requièrent notre attention, notamment des atrocités au Tchad, en Colombie, en République démocratique du Congo, en Éthiopie (région de l'Ogaden), en Irak, en Somalie, au Sri Lanka, au Darfour, ainsi que des sociétés fermées ou une répression sévère en Birmanie, en Chine, à Cuba, en Érythrée, en Libye, en Iran, en Corée du Nord, en Arabie saoudite et au Vietnam. Des cas de mauvais traitements dans la « guerre contre la terreur » en France, au Pakistan, au Royaume-Uni et aux États-Unis, entre autres. Téléchargez le rapport [ici](#).

Publication d'International Save the Children Alliance - Child Protection in Emergencies. Priorities, Principles and Practices – On dénombre actuellement entre 250 et 300 millions d'enfants affectés par les crises et les catastrophes humanitaires dans le monde, souvent exposés à des risques de maltraitance et d'exploitation sexuelles, de dommages physiques, de séparation de leur famille, de stress psychosocial, de violence basée sur le sexe, de recrutement au sein des groupes armés et autres formes de souffrance. La publication met en lumière la position particulièrement vulnérable des femmes et des petites filles, notamment face à la fréquence de la maltraitance sexuelle en cas de crise, de même que l'exploitation sexuelle, le viol et les pratiques traditionnelles dangereuses. La publication propose des pistes pour combattre ces fléaux, en réduisant les risques de différentes manières, en créant un cadre humanitaire, une formation pour les responsables, des services de soutien, l'inclusion des enfants dans les stratégies de protection et la formation des jeunes garçons et filles en matière de violence basée sur le sexe. Contactez [Save the Children Suède](#).

[Back to Table of Contents](#)

Evénements

Lancement européen de l'**International Knowledge Network of Women in Politics (iKNOW politics)**, 03.03.08. L'événement se déroulera au Parlement européen, à Bruxelles. Information : brusselslaunch@iknowpolitics.org.

Le 5 mars, une conférence intitulée « **At What Cost?: Women, Wars, Weapons and Conflict Prevention. 2008 International Women's Day Seminar** » se déroulera à Genève (Suisse), sous les auspices de la Ligue internationale des femmes pour la paix et la sécurité (WILPF). Cette conférence des ONG permettra d'informer, de discuter et d'élaborer des stratégies sur le genre, la sécurité et la prévention des conflits. Ce sera en outre l'occasion d'en apprendre plus sur la résolution 1325 de l'ONU, le genre et les budgets militaires, les mines antipersonnel, les armes légères, les armes nucléaires et la politique de sécurité. Cliquez [ici](#) pour des détails.

Le 7 mars, conférence sur la **politique en matière de prostitution « New Directions »**, organisée par l'Enterprise Support Unit. Cette journée de conférence fait partie d'une initiative commune avec The Poppy Project, pour présenter et discuter de certains aspects clés associés à la prostitution. Contactez info.esu@lsbu.ac.uk.

60^{ème} anniversaire de la Déclaration universelle des droits humains : améliorer la campagne pour la DUDH. Cette campagne est menée par [The Elders](#) et se déroule en parallèle des [célébrations de l'ONU](#) à l'occasion de cet anniversaire. Au mois de mars, s'appuyant sur la Journée internationale des femmes (8 mars), le Centre for Women Global Leadership (CWGL) mettra en avant une série de questions en rapport avec les droits humains des femmes ainsi que l'importance du leadership des femmes pour la réalisation des droits humains en général. Cliquez [ici](#) pour en savoir plus.

Du 2 au 4 juillet se déroulera la 16^{ème} Conférence européenne sur les services sociaux, intitulée « **Shaping the future of local services in Europe** ». Cette conférence annuelle est un événement important pour toutes les personnes impliquées dans la planification et la fourniture de services sociaux et de santé de qualité en Europe. Une 30 aine de présentations en plénière et dans le cadre d'ateliers de travail sont prévues. C'est une occasion de mieux cerner les changements en cours et d'échanger des idées, des expériences et les « meilleures pratiques ». Cliquez [ici](#) pour toute information complémentaire.

IIème Conférence internationale sur la physiologie communautaire dans la construction de communautés fondées sur la participation, l'autonomisation et la diversité, organisée

par la Sociedade Portuguesa de Psicologia Comunitária aura lieu à Lisbonne, du 4 au 6 juin 2008. 2008. Le thème central de la conférence sera développé suivant plusieurs domaines thématiques : organisation de la communauté, changement de système, changement de politique, création d'environnements nouveaux, formation, évaluation, prévention, lobbying, collaboration, travail en réseau, renforcement des relations et mondialisation du dialogue Nord-Sud. Infos : cliquez [ici](#).

[Back to Table of Contents](#)

Publications – Sites Internet

Que sais-je ? La parité, par Réjane Sénac-Slawinski - Après avoir fait l'objet de polémiques sur la pertinence du recours à des mesures de discrimination positive et sur le sexe de la République, le terme de " parité est devenu une expression consensuelle, presque un slogan, désignant l'exigence d'égalité entre les sexes. Cet ouvrage interroge l'originalité des lois françaises dites sur la parité, s'appliquant aux élections politiques, en particulier aux municipales, au regard des multiples stratégies mises en place dans le monde pour compenser la sous-représentation chronique des femmes en politique. Il montre comment le succès du mot parité pose, en filigrane, la question d'un ordre sexué de notre société. Collection Que sais-je ? /PUF (n°3795)

Rapport de la conférence européenne de la présidence allemande « Let's share the benefit – with gender budgeting towards social justice and equal opportunities » des 4 et 5 juin 2007 est disponible (en anglais) [ici](#).

Women in Islamist Movements: Towards and Islamist Model of Women's Activism. Les femmes islamistes sont de plus en plus impliquées dans la politique et pourraient bien donner naissance à un véritable mouvement islamiste en faveur des droits des femmes : c'est ce que révèle la nouvelle étude de Carnegie Endowment. Les auteur-e-s, les universitaires Omayma Abdellarif et Marina Ottaway, avancent que la participation des femmes aux mouvements islamistes reflète une tendance croissante à l'activisme parmi les femmes dans le monde arabe, bien que complètement différente des normes occidentales. Informations : cliquez [ici](#).

Girls count: a global investment & action agenda – Center for global development. Une personne sur huit est une fille ou une jeune femme âgée de 10 à 24 ans. Les jeunes sont le segment de la population qui croît le plus vite dans les pays en développement, aussi leur bien-être constitue-t-il un apport fondamental pour les grands enjeux économiques et sociaux. Mais les filles dans les pays en développement sont systématiquement défavorisées dans un large éventail de domaines indicateurs du bien-être, comme la santé, l'éducation, la nutrition, la participation au marché du travail, et le fardeau des tâches domestiques. En raison des privations et de normes culturelles discriminatoires, beaucoup de filles pauvres sont contraintes de se marier très jeunes et extrêmement vulnérables au VIH, à la violence sexuelle et à l'exploitation physique. Privées de toutes les possibilités économiques et considérées comme sans valeur en raison des préjugés femmes-hommes, beaucoup de filles sont perçues comme un investissement à perte et non protégées par leurs familles. Lisez le rapport complet [ici](#).

Publication de WEDO : Changing the Climate: Why Women's Perspectives Matter. Il ne fait aucun doute que les changements climatiques affecteront tout le monde. Mais les femmes sont les plus vulnérables et les mieux placées pour enrayer les effets de ces changements. Or, elles n'apparaissent nulle part dans cette problématique. Les principaux outils des gouvernements pour remédier aux changements climatiques – des mesures d'atténuation afin de ralentir le réchauffement planétaire et des mesures d'adaptation pour diminuer les conséquences – n'atteignent pas les populations les plus touchées, en particulier les femmes. Infos : cliquez [ici](#).

Feminist Blogs: independent alternatives to the malestream media – Une communauté de journaux de bord rédigés par des personnes qui se désignent elles-mêmes comme des féministes, des militantes de la libération des femmes, des défenseur-se-s des droits des femmes et des hommes pro-féministes, utilisant des logiciels gratuits pour publier nos blogs, afin de sensibiliser l'opinion, de réunir les voix féministes et de promouvoir l'établissement de liens et la discussion entre blogueur-se-s. Cliquez [ici](#) pour surfer.

ENAR, le Réseau européen contre le racisme, possède un **nouveau site Internet**. ENAR est un réseau d'envergure européenne qui réunit plus de 600 organisations qui luttent contre le racisme dans les États membres de l'UE. Il est le porte-parole de l'antiracisme en Europe.

[Back to Table of Contents](#)

Financement, formation, appel à documents, emploi

EPIM, le programme pour l'intégration et la migration, lancé en 2005 par un groupe de grandes fondations dans différents pays européens, annonce la publication des appels à projets-propositions en 2008. Les subventions seront allouées à des projets à court (18 mois) ou à long terme (jusqu'à trois ans). Infos : cliquez [ici](#).

Nouveau cycle du Fonds social européen 2007-2013. Quelque 75 milliards d'euros seront alloués aux États membres de l'UE par le biais du FSE. Les administrations publiques, les ONG, les partenaires sociaux et les entreprises qui ont pour objectifs soit d'améliorer l'accès à l'emploi, soit l'inclusion sociale, soit de développer l'éducation et la formation dans leur région, peuvent soumettre leurs projets au FSE (Managing Authority) pour recevoir un financement. Cliquez [ici](#).

Le Fonds de développement pour les femmes africaines (African Women's Development Fund, AWDF) est une initiative de collecte de fonds et d'allocation de bourses qui vise à soutenir le travail du mouvement des femmes africaines. L'AWDF finance les organisations locales, nationales, sous-régionales et régionales en Afrique qui travaillent à l'autonomisation des femmes. L'AWDF est un fonds institutionnel de mise en valeur du potentiel et de développement dont le but est de construire une culture de l'apprentissage et des partenariats au sein du mouvement des femmes africaines. Outre l'allocation de bourses, l'AWDF cherche à renforcer les capacités organisationnelles de ses bénéficiaires. Des détails [ici](#).

Minority Rights Group International lance un appel à candidatures pour son atelier international (5 jours) sur l'approche du développement basée sur les droits, prévu à Budapest du 8 au 13 avril 2008, dans le cadre de son programme de promotion du développement en Europe : « Towards a Critical Mass and Beyond ». Date limite d'envoi des candidatures : 29 février. Téléchargez le formulaire de candidature [ici](#). Informations complémentaires : development.workshop@mrgmail.org ou cliquez [ici](#).

Women in science and technology. Afin de préparer l'atelier de réflexion du réseau Sociology of Science and Technology, qui aura lieu à Zagreb (Croatie) les 5 et 6 juin 2008, un appel à documents est lancé concernant le rôle des femmes dans la science et la technologie (S&T). Date limite d'envoi des propositions : 29 février. Informations complémentaires : cliquez [ici](#).

L'Institute for Research on Women (New Jersey, US) lance un appel aux candidat-e-s à la bourse 2008-2009 IRW Global Scholars 2008-09 sur le thème « La culture des droits/les droits de la culture ». Date limite : 1^{er} mars 2008. Cliquez [ici](#) pour en savoir plus.

Les 5-6 juin : 1^{ère} Conférence annuelle « **Women Shaping Science** », organisée en collaboration avec BASNET, le réseau des États Baltes des femmes en science et technologie de pointe, à Vilnius, Lituanie. L'EPWS vous invite cordialement à lui soumettre vos propositions de sessions et de présentation des affiches. Date limite d'envoi des propositions : **8 mars**. Infos : cliquez [ici](#).

Les Universités de Linköping et d'Örebro, Suède, sont la base du « Centre d'excellence femmes-hommes - Gendering Excellence » (GEXcel). Un programme a été organisé pour attirer les universitaires qui mèneront à bien des travaux de recherche communs organisés par thème sur la question femmes-hommes. En 2008-09, l'un des thèmes de recherche sera « Deconstructing the Hegemony of Men and Masculinities ». La date limite d'envoi des propositions est fixée au 14 mars. Les candidat-e-s devront être universitaires et titulaires d'un doctorat. Cliquez [ici](#) pour en savoir plus.

Feminist grassroots media in Europe – Un appel à contributions pour un ouvrage intitulé « Feminist Grassroots Media in Europe: An anthology ». Il s'agit de remédier à l'absence de travaux de recherche, de réunir des activistes et universitaires autour de la réévaluation des cadres théoriques existants et de présenter les projets des activistes à la lumière de la production médiatique féministe. Cette anthologie vise à représenter les féministes sous la forme d'une variété d'âges, de parcours, de races, de classes, de genres, de régions géosociales et de priorités politiques. Les articles sont à envoyer à book@grassrootsfeminism.net avant le 17 mars 2008.

Prix du WWSF pour la créativité des femmes dans la vie rurale. La Women's World Summit Foundation vous invite à lui proposer des candidates pour son 15^{ème} prix annuel qui récompense la créativité des femmes dans la vie rurale, honorant les femmes et les organisations de femmes courageuses et créatives qui s'efforcent d'améliorer la qualité de vie des communautés rurales du monde entier. Date limite : 31 mars. Infos : cliquez [ici](#).

Le 22 et 23 août, une conférence sur **les femmes en religion et le monde politique** aura lieu à l'Université de Galway (Irlande). Les articles sur ce thème sont les bienvenus : comment les femmes en religion voient-elles le monde politique ? Quelles sont les formes d'activité politique (au sens large) dans lesquelles les femmes en religion choisissent de s'impliquer ? **Date limite d'envoi des documents : 31 mars.** Contactez marielouise.coolahan@nuigalway.ie

La CECOP, la Confédération européenne des coopératives de travail associé, des coopératives sociales et des entreprises sociales et participatives, recherche un-e responsable des politiques pour son secrétariat de Bruxelles. Cliquez [ici](#) pour en savoir plus. La date limite d'envoi des candidatures est fixée au 29 février 2008.

X:\EWL info\Newsflash\NF 2008\NF 02_2008_FR.doc